

ANGLES D'ACTUEL

ATTAC: ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE
Le journal d'attac Suisse / Die Zeitung von attac Schweiz / attac.ch / @AttacSuisse / October 2023

N°10

SOMMAIRE

2-3. RENOVATE SWITZERLAND:
QUI DOIT METTRE LA MAIN À LA POCHÉ ?

4-5. RENOVATE SWITZERLAND:
WER SOLL BEZAHLEN ?

6-8. BRÈVES / KURZMELDUNG

9. AGENDA

10-11. LA DÉRIVE BELLICISTE
MONDIALE ET SON IMPACT ÉCOLOGIQUE

12-13. DIE GLOBALE KRIEGSTREIBEREI
UND IHRE ÖKOLOGISCHEN AUSWIRKUNGEN

14-16. BLACKROCK, PIEUVRE
TENTACULAIRE DE LA FINANCE MONDIALE

17-19. BLACKROCK, DIE TENTAKELKRAKE
DER GLOBALEN FINANZWELT

20-22. LES SAUVETAGES RÉGULIERS
DU SYSTÈME FINANCIER ONT UN COÛT

23-25. DIE REGELMÄSSIGEN RETTUNGS-
AKTIONEN FÜR DAS FINANZSYSTEM
HABEN IHREN PREIS

26-27. LA CRISE DE CREDIT SUISSE
APPELLE UNE RÉFORME MONÉTAIRE-
STRUCTURELLE

28-29. DIE KRISE DER CREDIT SUISSE
ERFORDERT EINE STRUKTURELLE
WÄHRUNGSREFORM

30. EXIGEONS DES PRIX ÉQUITABLES !

31. WIR FORDERN FAIRE PREISE !

32. LIVRES SOLDÉS /
PREISGÜNSTIGE BÜCHER



attac

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, on parle beaucoup des effets des conflits armés sur l'économie mondiale et le commerce international, craignant par exemple une crise alimentaire mondiale ou une pénurie des énergies. Mais la guerre n'a-t-elle réellement que des effets négatifs sur l'économie capitaliste? Sans parler de l'impact dévastateur des activités militaires sur l'environnement dont personne ne parle jamais et qui n'est nulle part quantifié.

Bien au contraire, la guerre représente un excellent facteur économique, conduisant à la relance de la production, favorisant l'essor des dépenses militaires et le développement de technologies de surveillance. Pour les grandes puissances économiques et politiques, la guerre reste un terrain de jeu récréatif.

Plus encore, la sauvegarde par les Etats des grandes banques en déroute comme Crédit Suisse investissant massivement dans l'industrie de l'armement contribue à rendre la perpétuation des guerres rentables et avantageuses. La guerre et ses ravages est un business juteux qui rapporte des milliards à ces entreprises et aux banques qui confient leur argent.

N'oublions pas que depuis les débuts de nos civilisations, la guerre a toujours été conçue comme un mode naturel d'acquisition des richesses, et comme l'a si bien formulé Jacques Attali, la guerre n'est que la manifestation extrême de la concurrence industrielle et capitaliste.

Seit dem Beginn der Invasion der Ukraine durch die russische Armee wird viel über die Auswirkungen bewaffneter Konflikte auf die Weltwirtschaft und den internationalen Handel gesprochen, wobei beispielsweise eine weltweite Nahrungsmittelkrise oder eine Energieknappheit befürchtet wird. Aber hat ein Krieg wirklich nur negative Auswirkungen auf die kapitalistische Wirtschaft? Ganz zu schweigen von den verheerenden Auswirkungen militärischer Aktivitäten auf die Umwelt, über die nie jemand spricht und die nirgends quantifiziert werden.

Ganz im Gegenteil: Krieg stellt einen hervorragenden Wirtschaftsfaktor dar, führt zu einer Wiederbelebung der Produktion, fördert den Aufschwung der Militärausgaben und die Entwicklung von Überwachungstechnologien. Für die grossen wirtschaftlichen und politischen Mächte bleibt der Krieg ein Freizeitspielplatz.

Mehr noch: Die staatliche Rettung von gescheiterten Grossbanken wie der Credit Suisse, die massiv in die Rüstungsindustrie investieren, trägt dazu bei, die Fortführung von Kriegen rentabel und vorteilhaft zu machen. Der Krieg und seine Verwüstungen sind ein lukratives Geschäft, das diesen Unternehmen und den Banken, die ihnen ihr Geld anvertrauen, Milliarden einbringt.

Wir dürfen nicht vergessen, dass seit den Anfängen unserer Zivilisationen der Krieg immer als eine natürliche Art des Erwerbs von Reichtum verstanden wurde, und wie Jacques Attali es so schön formuliert hat, ist der Krieg nur die extreme Ausprägung des industriellen und kapitalistischen Wettbewerbs.

RENOVATE SWITZERLAND: QUI DOIT METTRE LA MAIN À LA POCHE ?

Renovate Switzerland a surfé sur la vague de la crise énergétique, mais n'est pas arrivé bien loin. Les activistes ont choisi de revendiquer la rénovation alors que ce n'était pas encore un sujet à la mode, comme c'est le cas aujourd'hui dans le contexte de la crise énergétique. Depuis la création du groupe en mars 2022, les projecteurs se sont surtout braqués sur leur mode d'action controversé: se coller sur les autoroutes en brandissant leur logo imitation Rivella et en attendant calmement la police et la presse. On ne peut s'empêcher de se demander s'ils organisent des séances de méditation collective afin de faire abstraction des coups de klaxon, des cris et des insultes des voitures qui les précèdent pendant leur action.

Pourtant, le vent a tourné et le contexte actuel des crises énergétiques a fait pencher la balance du côté de leurs revendications: rénover au plus vite tous les logements suisses qui en ont besoin. Les experts ne peuvent s'empêcher de reconnaître que cette demande est en fait une demande-clé, si l'on veut s'engager dans une transition environnementale et énergétique. Le logement est le deuxième secteur consommateur d'énergie en Suisse, le chauffage en représentant les 2/3. Rénover permettrait de diminuer de 60% la consommation d'énergie d'une maison ancienne. Plus de la moitié des bâtiments en Suisse sont encore chauffés au gaz ou au mazout et devraient être remplacés. Renovate et les scientifiques communiquent inlassablement sur ces faits.

Ce que ni les personnes contrariées par *Renovate*, ni le groupe lui-même ne semblent comprendre, c'est le potentiel de justice sociale que la demande de rénovation revêt. L'essentiel réside dans la question que les Suisses aiment le plus poser lorsqu'il s'agit de réformes sociales: « Qui diable va payer pour cela? ». Nous devrions poser cette question sérieusement: qui va payer toutes les rénovations? Ou plus exactement: qui devrait payer? Si *Renovate* examinait plus en profondeur la dynamique du marché immobilier suisse, elle trouverait une situation qui pourrait être utilisée en sa faveur.

BAUX ÉLEVÉS: LA PLUPART D'ENTRE NOUS PAIENT TROP CHER

En Suisse, 61% des personnes vivent dans des logements loués, qui appartiennent en grande partie à de grandes entreprises, banques, fonds de pension et compagnies d'assurance. Beaucoup de ces maisons ont été achetées il y a des années et les prêts que les propriétaires ont contractés pour les acheter ont lentement vu leurs taux d'intérêt s'ajuster. Dans les années 1990, les taux d'intérêt étaient d'environ 5% pour un prêt hypothécaire, mais ces dernières années, ils sont tombés à environ 1,25%. Pour les propriétaires, le coût des maisons a donc diminué régulièrement au cours des dernières années. En revanche, les loyers ont considérablement augmenté. Comment cela est-il possible? Selon le droit du bail, les loyers devraient être indexés sur les taux d'intérêt d'un crédit hypothécaire, ce qui permettrait à l'acheteur d'un logement de réaliser un bénéfice supplémentaire de 2% sur son investissement. Cela ne reflète toutefois pas du tout la réalité. Une étude menée en 2017 par Raiffeisen a révélé qu'en Suisse, les loyers sont environ 40% plus élevés qu'ils ne devraient l'être, si l'on se réfère à cette loi. Cela explique aussi pourquoi des acteurs comme BlackRock ont rejoint le marché. Car si BlackRock déverse de l'argent, c'est uniquement parce qu'il en retire beaucoup. Ces marges sont bien sûr réalisées sur le dos des locataires, une catégorie sociale dont font partie toutes les personnes les plus pauvres de Suisse.

Revenons à notre question: qui doit payer les rénovations? Le gouvernement peut faire sa part en subventionnant, ce qui est déjà le cas dans les communes à majorité de gauche. Mais malgré les subventions, les propriétaires hésitent à moderniser leurs logements. Selon l'ASLOCA (Association pour la défense des locataires), les pro-

priétaires semblent n'avoir aucun intérêt à rénover leurs biens, à moins qu'ils n'y habitent. Car en rénovant, un propriétaire pourrait potentiellement mettre en péril ses gains actuels. Samuel de Vargas, co-président de l'ASLOCA Lausanne, explique: « D'après la loi suisse, les locataires ont essentiellement deux fenêtres dans lesquelles ils peuvent lutter contre le prix du loyer. La première se situe dans les 30 jours qui suivent la remise des clés du nouvel appartement. La seconde est lorsque le propriétaire veut augmenter le montant du loyer, après une rénovation par exemple. Pendant ces deux moments, les locataires peuvent contester le prix du loyer devant les tribunaux et voir si le prix se situe dans la fourchette légale ». Etant donné qu'à l'heure actuelle, les loyers sont trop élevés dans la plupart des régions de Suisse, les propriétaires ne seront probablement pas en mesure de justifier un loyer plus élevé après une rénovation devant un tribunal. Cela signifie que les résidents devraient théoriquement pouvoir bénéficier d'une rénovation et d'un loyer plus bas par la suite.

QUAND LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE EST AU SERVICE DE LA JUSTICE ENVIRONNEM- ENTALE ET SOCIALE

Malheureusement, tous les citoyens ne sont pas bien informés de leurs droits en tant que locataires et ne disposent pas de l'énergie et du temps nécessaires pour entamer une procédure judiciaire afin de vérifier le prix du loyer. C'est là que des mouvements comme *Renovate* pourraient intervenir, offrir un soutien, coordonner les cas individuels, informer les gens et les encourager à défendre

leurs droits. Jusqu'à présent, *Renovate* a préféré ne pas spécifier quel argent devrait être utilisé pour réaliser leurs revendications. Ils pensent peut-être qu'en ne précisant pas davantage, ils peuvent éviter d'avoir à se positionner dans un plus grand conflit social. Mais je dirais que le fait de prendre position et d'être précis sur qui doit supporter les coûts serait une opportunité à utiliser pour le mouvement dans le contexte actuel de crise énergétique. De plus, si les activistes cessaient de cibler les autoroutes et bloquaient plutôt les sites de construction de nouveaux appartements coûteux sur lesquels les banques peuvent spéculer, ils feraient une déclaration bien plus populaire. Parler de qui peut et doit à juste titre payer pour les rénovations leur serait bénéfique et donnerait à leurs demandes un soutien populaire, ce qui augmenterait également leur nombre et leurs actions. Cela finirait par faire pression sur les politiciens qui se sentiraient obligés de prendre leurs revendications au sérieux. De cette manière, *Renovate* pourrait servir d'exemple aux mouvements écologistes pour mieux penser les dimensions sociales des problèmes auxquels ils s'attaquent et chercher de l'argent là où il s'accumule, afin de financer la transition écologique.

Lilian Schibli

RENOVATE SWITZERLAND: WER SOLL BEZAHLEN ?

*Renovate Switzerland ist zwar im letzten Jahr auf der Energiekrise-Welle gesurft, aber trotzdem nicht weit gekommen. Die Aktivist*innen haben schon Renovationsarbeiten gefordert, als dies noch kein Trend war, also beziehungsweise bevor die „Energiekrise“ im letzten Herbst angekündigt wurde. Seit der Gründung der Gruppe im März 2022 hat sich die Aufmerksamkeit vor allem auf ihren kontroversen Aktionsstil gerichtet: die Mitglieder kleben sich an Autobahnen und halten ihr Rivella inspiriertes Logo in die Höhe, während sie seelenruhig auf die Polizei und die Presse warten. Man kann sich nur fragen, ob die Gruppe kollektive Mediationsitzungen veranstaltet um das Hupen, Schreien und die Beleidigungen der Autofahrer während ihrer Aktionen ausblenden zu können.*

Doch das Blatt hat sich gewendet, und die Energiekrise hat den öffentlichen Diskurs schlussendlich auf ihre Forderung gelenkt: Alle Schweizer Häuser, die es nötig haben, sollen so schnell wie möglich saniert werden. Expert*innen können dieser Forderung nur beistimmen, und unterstreichen die Notwendigkeit dieser Massnahme, wenn wir eine ökologische und energetische Wende herbeiführen wollen. Unsere Wohnungen sind der zweitgrösste energieverbrauchende Sektor der Schweiz, wobei die Heizungen 2/3 davon ausmachen. Durch eine Sanierung könnte der Energieverbrauch eines alten Hauses um 60% gesenkt werden. In mehr als der Hälfte der Gebäude in der Schweiz wird noch mit Gas oder Erdöl geheizt, welches ersetzt werden müsste. Renovate als auch Wissenschaftler*Innen haben im letzten Jahr unermüdlich über diese Fakten kommuniziert.

Was weder die Personen, die sich über *Renovate* aufregen, noch die Gruppe selbst zu verstehen scheint, ist das Potenzial für soziale Gerechtigkeit, welches in der Sanierungs-forderung steckt. Die Krux liegt in der Frage, die Schweizer*innen in der Regel sehr gerne stellen, wenn es um soziale Reformen geht: „Wer soll das eigentlich bezahlen?“ Stellen wir uns diese Frage einmal ernsthaft: Wer wird die ganzen Sanierungen bezahlen? Oder besser gesagt: Wer sollte bezahlen? Wür-

de *Renovate* die Dynamik des Schweizer Immobilienmarktes genauer unter die Lupe nehmen, würden sie eine Situation vorfinden, die sich zu ihrem Vorteil entwickeln könnte.

HOHE MIETPREISE: DIE MEISTEN ZAHLEN ZU VIEL

In der Schweiz leben 61% der Menschen in Mietwohnungen, die zu einem grossen Teil grossen Unternehmen, Banken, Pensionskassen und Versicherungen gehören. Viele dieser Häuser wurden vor Jahren gekauft, und Zinsen für die Kredite, die die Eigentümer für den Kauf aufgenommen haben, wurden stetig angepasst. In den 1990er Jahren lagen die Zinssätze für Hypotheken bei etwa 5%, aber in den letzten Jahren sind sie auf etwa 1,25% gesunken. Für die Vermieter sind daher die Kosten für Häuser in den letzten Jahren stetig gesunken. Die Mieten sind jedoch drastisch gestiegen. Wie ist das möglich?

Nach dem Mietrecht sollten die Mieten an die Zinssätze für Hypothekarkredite gekoppelt sein, so dass der/die Hausbesitzer*in einen zusätzlichen Gewinn von 2% auf seine Investition erhält. Dies entspricht jedoch nicht der Realität. Eine Studie von Raiffeisen aus dem Jahr 2017 zeigt, dass die Mieten in der Schweiz rund 40% höher sind, als sie gemäss diesem Gesetz sein sollten. Das erklärt auch, warum Akteur*innen wie BlackRock in den Schweizer Immobilien Markt eingestiegen sind. Denn wenn BlackRock bereit ist Geld hineinzustecken, dann nur, weil sie noch mehr Geld wieder herausbekommen. Diese grossen Margen, die Hausbesitzer*innen sich nehmen können werden natürlich auf dem Rücken der Mieter*innen und erzielt, und betrifft insofern auch die ärmsten Menschen in der Schweiz.

Kehren wir zu unserer Frage zurück: Wer soll für die Renovierungen aufkommen? Der Staat kann seinen Teil dazu beitragen, indem er Subventionen gewährt, was in den Bezirken mit linker Mehrheit bereits der

Fall ist. Aber trotz der Zuschüsse zögern die Vermieter, ihre Häuser zu sanieren. Nach Angaben der ASLOCA (Interessenverein der die Mieter*innen vertritt) haben die Besitzer*innen kein Interesse daran, ihre Häuser zu renovieren, es sei denn, sie wohnen selbst darin. Denn durch eine Renovation könnte ein/e Hauseigentümer*in möglicherweise seinen aktuellen Gewinn aufs Spiel setzen. Samuel de Vargas, Co-Präsident von ASLOCA Lausanne, erklärt: „Nach dem schweizerischen Gesetz haben die Mieter*innen im Wesentlichen zwei Zeitfenster, in denen sie den Mietpreis für ihre Wohnung anfechten können: Das erste ist während der 30 Tage, nachdem sie die Schlüssel für die neue Wohnung erhalten haben. Der zweite ist, wenn der/die Eigentümer*in den Mietpreis erhöhen will, zum Beispiel nach einer Renovierung. Während dieser beiden Zeiträume können die Mieter*innen die Höhe der Miete vor Gericht anfechten und prüfen, ob der Preis innerhalb des gesetzlichen Rahmens liegt.“ In Anbetracht der Tatsache, dass die Mieten in den meisten Gegenden der Schweiz derzeit zu hoch sind, könnte der/die Besitzer*in eine höhere Miete nach einer Renovierung wahrscheinlich nicht vor Gericht rechtfertigen. Das bedeutet, dass die Bewohner*innen theoretisch von einer Renovierung profitieren können, um gerechtere Verträge und Preise für ihre Wohnungen auszuhandeln.

WAS WENN ZIVILER UNGEHORSAM FÜR ÖKOLOGISCHE UND SOZIALE GERECHTIGKEIT INGESETZT WIRD

Leider ist nicht jede*r Bürger*in gut über seine/ihre Rechte als Mieter*in informiert und hat die Energie und Zeit, ein Gerichtsverfahren zur Überprüfung des Mietpreises einzuleiten. Hier könnten soziale Bewegungen wie *Renovate* ansetzen, Unterstützung anbieten, Einzelfälle

koordinieren, die Menschen informieren und sie ermutigen, für ihre Rechte einzutreten. Bislang hat *Renovate* es vorgezogen, nicht zu sagen, mit welchem Geld ihre Forderung umgesetzt werden soll. Vielleicht denken sie, dass sie durch dadurch vermeiden können, sich in einem grösseren gesellschaftlichen Konflikt für eine Seite entscheiden zu müssen. Ich würde jedoch das Gegenteil behaupten; nur wenn *Renovate* Stellung bezieht und klar darüber kommuniziert, wer die Kosten für ihre Forderung tragen soll, kann die Bewegung das Thema der Energiekrise zu ihrem Vorteil nutzen. Wenn die Aktivist*innen aufhören würden, Autobahnen zu besetzen und stattdessen zum Beispiel Baustellen blockieren würden, auf denen neue, teure Wohnungen gebaut werden, die einzig zur finanziellen Spekulation dienen, würden sie ein weitaus populäreres Statement setzten. Würde sie Bewegung darüber sprechen, wer für die Renovierung zahlen kann und sollte, würde dies ihnen zugutekommen, und ihrer Forderung eine breitere Unterstützung verschaffen. Dies wiederum würde der Organisation Zuwachs verschaffen und ihren Aktionen zu mehr Aufmerksamkeit verhelfen. Schliesslich würde dadurch der Druck auf die Politik aufgebaut, bis diese sich verpflichtet fühlt, die Forderungen ernst zu nehmen. Auf diese Weise könnte *Renovate* ein Vorbild für Umweltbewegungen sein, die an die sozialen Dimensionen ihrer Forderungen denken sollten, und die klarmachen müssen, dass wir für die Finanzierung des ökologischen Wandels dort nach Geld suchen sollten, wo es sich angesammelt hat.

Lilian Schibli

TENUE DU CONTRE-SOMMET FMI/BM À MARRAKECH

Du 9 au 15 octobre prochain se tiendra à Marrakech l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ces deux banques, clairement non-démocratiques, marginalisent les Etats du sud global, pratiquent encore aujourd'hui une politique néocolonialiste et exacerbent le changement climatique au détriment des populations de ces pays. Suite à l'annonce de la tenue de ce sommet, une multitude de mouvements sociaux, politiques et climatiques s'unissent à la création d'un contre-sommet afin de dénoncer ces institutions financières et tissent un réseau de luttes et d'alternatives à leurs politiques néolibérales, en s'inspirant directement des luttes populaires, écoféministes, anti-racistes, paysannes et indigènes... Une organisation qui peut également compter sur le soutien des réseaux comme attac (attac Maroc, attac France, Espagne, Allemagne, Suisse) et le Comité pour l'annulation des dettes illégitimes (CADTM) en Afrique et à l'international.

Au programme, une palette d'activités riche en échange, contenu et réflexion: plénières, ateliers, discussions thématiques, manifestations de protestation. L'accent sera mis plus particulièrement sur les femmes et le Sud mondial.

Pour consulter le programme:

www.countersummitimfwbmarrakech.org > programme

Pour s'engager ou soutenir financièrement le contre-sommet:

www.countersummitimfwbmarrakech.org > s'impliquer



ANKÜNDIGUNG EINER VERANSTALTUNG IWF/WB-GEGENGIPFEL IN MARRAKESCH

Vom 9. bis 15. Oktober findet in Marrakesch die Jahrestagung der Weltbank und des Internationalen Währungsfonds statt. Diese beiden eindeutig undemokratischen Banken marginalisieren die Staaten des globalen Südens, betreiben bis heute eine neokolonialistische Politik und verschärfen den Klimawandel auf Kosten der Menschen in diesen Ländern. Nach der Ankündigung des Gipfels haben sich eine Vielzahl von sozialen, politischen und klimapolitischen Bewegungen zusammengeslossen, um einen Gegengipfel zu gründen, der diese Finanzinstitutionen anprangert und ein Netz von Aktionen und Alternativen zu ihrer neoliberalen Politik knüpft, das sich direkt an den Aktionen der Bevölkerung,

der Ökofeministen, der Antirassisten, der Kleinbauern und -bäuerinnen und der Indigenen orientiert. Diese Organisation kann auch auf die Unterstützung von Netzwerken wie attac (attac Marokko, attac Frankreich, Spanien, Deutschland, Schweiz) und dem Komitee zur Streichung der illegitimen Schulden (CADTM) in Afrika und international zählen.

Auf dem Programm steht eine Palette von Austausch, Inhalt und Reflexion reichen Aktivitäten: Plenarsitzungen, Workshops, thematische Diskussionen, Protestveranstaltungen. Ein besonderer Schwerpunkt wird auf Frauen und auf dem Globalen Süden liegen.

Das Programm einsehen:

www.countersummitimfwbmarrakech.org > program

Sich engagieren oder den Gegengipfel finanziell unterstützen:

www.countersummitimfwbmarrakech.org > get involved



KRAKEN DEBRIEF - « CHAINE YOUTUBE NAISSANTE D'UN SUISSE AU PARCOURS ATYPIQUE

Diplômé en physique de l'EPFL, Victor Cannilla est passé par divers métiers opaques au cœur du pouvoir, dont le trading algorithmique, le consulting à la McKinsey et des ONG globales comme le WWF. En 2021, il décide de changer de voie et d'entamer une carrière académique en sciences politiques et environnementales. Sur sa chaîne YouTube, il parle finance, multinationales, histoire du capitalisme et mêle des perspectives théoriques à des anecdotes personnelles qui permettent d'illustrer les rouages derrière les dynamiques de nos systèmes économiques et politiques. Des vidéos bien vulgarisées mais riche en contenu, une chaîne à suivre! »

(<https://www.youtube.com/@KrakenDebrief>)



KRAKEN DEBRIEF - „IM ENTSTEHEN BEGRIFFENER YOUTUBE-KANAL EINES SCHWEIZERS MIT ATYPISCHEM WERDEGANG

Victor Cannilla, der an der EPFL Physik studiert hat, hat verschiedene undurchsichtige Berufe im Zentrum der Macht durchlaufen, darunter algorithmischer Handel, Consulting bei McKinsey und globalen NGOs wie dem WWF. 2021 beschloss er, einen andern Weg einzuschlagen und eine akademische Karriere in Politik- und Umweltwissenschaften zu beginnen. Auf seinem YouTube-Kanal spricht er über Finanzen, multinationale Konzerne und die Geschichte des Kapitalismus und vermischt theoretische Perspektiven mit persönlichen Anekdoten, die das Räderwerk hinter den Dynamiken unserer wirtschaftlichen und politischen Systeme veranschaulichen. Die Videos sind gut verständlich und inhaltsreich; ein Kanal, den man im Auge behalten sollte“

(<https://www.youtube.com/@KrakenDebrief>)



« UNE BONNE HISTOIRE »

Lors du Festival de La Cité à Lausanne, nous avons pu découvrir le spectacle d'Adina Secretan, « Une belle histoire » qui nous replonge dans la période où attac s'est fait infiltrer par Securitas.

Avec presque l'air de ne pas y toucher, voire de ne rien y comprendre, deux comédiennes vont nous emmener avec une grande sensibilité sur le chemin d'une affaire d'agents secrets, loin des clichés héroïques. En toute innocence, des citoyens comme vous et moi se sont mis à compiler des informations connues et publiées sur Nestlé pour en faire apparaître la trame. Cette découverte des rouages du pouvoir d'une multinationale sera consignée dans un livre, « attac contre l'empire Nestlé ». C'est lors de la rédaction de cet ouvrage que l'infiltration aura lieu.

Cette pièce de théâtre documenté reprend les paroles des protagonistes. La très belle mise en scène nous plonge dans un monde douxereux et embrumé, le flou et la lumière se mélangeant sans cesse. Avec un jeu d'actrice sur le fil d'une grande sensibilité, le public assiste à l'émergence d'une certaine lucidité qui parlera à tout un chacun.e, que l'on soit ou pas politisé.

Il s'agira aussi d'affectif. Affectif de l'engagement. Affectif blessé par le mensonge, par la violence injustifiable dans ce cas d'espionnage. Que ce soit pour les surveillé.es ou pour les taupes. Car il s'agit avant tout d'humanité, de lien avec le vivant. Ou de sa perte.

À la façon d'un Candide, Adina Secretan nous emmène avec un courage certain à nous poser la question de l'engagement, à ouvrir les yeux.

Prochaines dates: « Une bonne histoire »

En 2024:

Théâtre du Pommier, Neuchâtel, les 14 et 15 mars
Théâtre Benno Besson, Yverdon, le 22 mars
Centre culturel ABC, La Chaux-de-Fonds, les 6 et 7 juin

Affaire classée: attac, Securitas, Nestlé,
Alec Feuz, éd. d'En Bas, 2009
attac contre l'empire Nestlé,
éd. attac Vaud, 2004a
(à commander à compta.attac@bluewin.ch
attac Suisse, Pré des Cailles 10,
1323 Romainmôtier)



„EINE GUTE GESCHICHTE“

Beim Festival de La Cité in Lausanne konnten wir Adina Secrétans Stück „Une belle histoire“ sehen und uns in die Zeit zurückversetzen, als attac von Securitas unterwandert wurde.

Scheinbar ohne an etwas zu rühren oder wie wenn sie von nichts etwas verstünden, ziehen uns zwei Schauspielerinnen mit Fingerspitzengefühl in eine Geheimagentenaffäre jenseits von Heldenklischees. In aller Unschuld machen sich Bürger wie Sie und ich daran, bekannte und öffentlich zugängliche Informationen über Nestlé zusammenzustellen, um deren verborgenes Zusammenspiel ans Licht zu bringen. Diese Aufdeckung des Räderwerks der Macht eines multinationalen Unternehmens wird in einem Buch festgehalten: „attac gegen das Nestlé-Imperium“. Während der Arbeit an diesem Buch findet die Einschleusung statt.

Das gut dokumentierte Theaterstück gibt die Worte der Protagonisten wieder. Die sehr schöne Inszenierung lässt uns in eine süsse, schummerige Welt eintauchen, wo sich Verschwommenes und Licht immer wieder vermischen. Mit dem seiltänzrischen Rollenspiel der Darstellerinnen erlebt das Publikum die Entstehung einer gewissen Klarheit, die jeden anspricht, ob man sich nun politisch Gedanken macht oder nicht.

Bei diesem Fall von Spionage geht es auch um die Gefühlswelt, um den emotionalen Anteil des Engagements, um Gefühlsverletzung durch Lügen, um durch nichts zu rechtfertigende Gewalt sowohl gegen die Überwachten als auch gegen die Maulwürfe. Denn es geht vor allem um Menschlichkeit, um Verbundensein mit dem Lebendigen - oder um deren Verlust. Mit der Sicherheit eines Candide führt uns Adina Secrétan beherzt dazu, uns die Frage nach dem Engagement zu stellen und die Augen zu öffnen.

Nächste Termine: „Une bonne histoire“

In 2024:

Théâtre du Pommier, Neuenburg, 14. und 15. März
Théâtre Benno Besson, Yverdon, 22. März
Centre culturel ABC, La Chaux-de-Fonds, 6. und 7. Juni

Affaire classée: attac, Securitas, Nestlé,
Alec Feuz, éd. d'En Bas, 2009
attac contre l'empire Nestlé,
éd. attac Vaud, 2004 / Nur auf Französisch

(Bestellung: compta.attac@bluewin.ch
attac Suisse, Pré des Cailles 10,
1323 Romainmôtier)



Agenda

10 OCTOBRE

Conférence sur l'histoire lesbienne
en Suisse, 19h30, Lausanne

11 OCTOBRE

Journée des ONGs,
Swiss Tech Convention Center, Lausanne

14-15 OCTOBRE

Week-end contre la privatisation de l'eau,
Vevey

15 OCTOBRE

Manifestation « annuler la dette du
Sud Global », 19h30, Genève

22 OCTOBRE

Journée d'action dans les soins,
un peu partout en Suisse

27 OCTOBRE

Grève pour l'avenir, un peu partout
en Suisse, toute la journée

10. OKTOBER

Konferenz über lesbische Geschichte
in der Schweiz, 19h30, Lausanne

11. OKTOBER

Tag der NGOs,
Swiss Tech Convention Center, Lausanne

14.-15. OKTOBER

Wochenende gegen Wasserprivatisierung,
Vevey

15. OKTOBER

Demonstration „annuler la dette du
Sud Global“, 19h30, Genève

22. OKTOBER

Aktionstag Pflege,
überall in der Schweiz

27. OKTOBER

KlimaStreik, überall in der Schweiz



LA DÉRIVE BELLICISTE MONDIALE ET SON IMPACT ÉCOLOGIQUE

Selon l'estimation d'un institut de recherche suédois (SIPRI de Stockholm) les investissements militaires mondiaux ont atteint en 2022 la somme record de 2'240 milliards de dollars qui équivaut à une croissance de 3,7% par rapport à l'année précédente.

Les membres de l'OTAN en 2022 ont dépensé 1'232 milliards de dollars, ce qui équivaut à 55% des dépenses militaires mondiales.

La même année à l'échelle européenne ces dépenses ont atteint 480 milliards de dollars, un bond de 13%, le plus important depuis la fin de la guerre froide. Elles avaient déjà augmenté de plus d'un tiers en dix ans.

La Suisse a emboîté le pas avec la proposition du Conseil fédéral de porter le budget de l'armée de 5 à 7 milliards. De fait, la Suisse est un pays fabriquant d'armes et se situe au 11e rang des exportateurs. Elle excelle dans la production d'armes de petit calibre, de munitions et de blindés (Swiss Arms, Mowag, Ruag...).

On parle souvent de l'impact écologique des activités humaines « civiles ». Mais qu'en est-il des activités militaires ? On constate qu'il n'est jamais pris en compte par les nombreux protocoles et conférences internationales qui ont l'ambition de diminuer l'impact du modèle socio-économique capitaliste sur l'écosphère.

Alors que les activités militaires ont un impact dévastateur sur l'environnement par la pollution directe et les émissions dans l'atmosphère, de nombreux Pays ont, dès le protocole de Kyoto en 1997, tout fait pour que ces dégâts ne soient pas pris en compte (USA en tête).

Sans surprise, on trouve l'exemple le plus



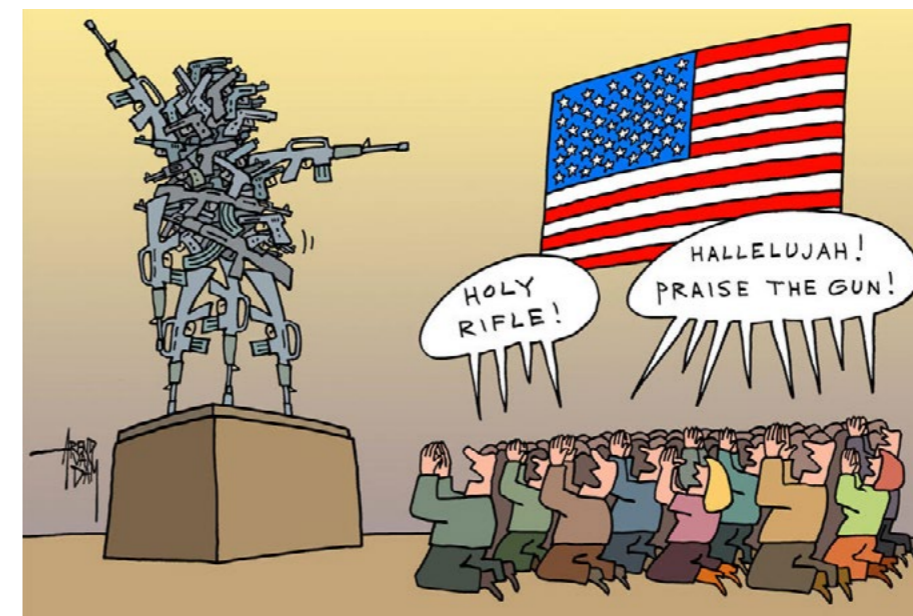
éclatant aux USA. Le Département de la défense (avec ses exercices militaires) produit plus de déchets dangereux que l'ensemble des 5 plus grandes entreprises chimiques américaines. Selon un rapport publié par l'Université de Durham et Lancaster les forces armées USA sont « un des plus importants pollueurs de l'histoire, car elles consomment plus de combustibles liquides et diffusent plus de CO2 que la plupart des Pays ». Si l'armée américaine était une Nation, elle se placerait à la 47e place quant aux émissions produites par l'usage de carburant.

Constatant avec regret que les mouvements pacifistes semblent presque complètement absents de nos jours, nous nous associons à la Campagne globale sur les dépenses militaires (Global Campaign on Military Spending).

La déclaration du GCOMS a été diffusée cette année pendant les journées de la mobilisation globale du 13 avril au 10 mai, demandant un déplacement des ressources militaires vers des politiques civiles aptes à protéger les personnes et la planète

et non pas le profit des industries des armes et des combustibles fossiles. Elle préconise aussi la création de « structures de gouvernance et d'alliances fondées sur la confiance et la compréhension réciproque, sur la coopération et sur la véritable diplomatie, dans laquelle les conflits sont résolus par le dialogue et non par la guerre. » (retepacedisarmo.org)

Tina Leoni Joye



DIE GLOBALE KRIEGSTREIBEREI UND IHRE ÖKOLOGISCHEN AUSWIRKUNGEN

Nach der Schätzung eines schwedischen Forschungsinstituts (SIPRI in Stockholm) erreichten die weltweiten Militärinvestitionen im Jahr 2022 die Rekordsumme von 2'240 Milliarden US-Dollar, was einem Wachstum von 3,7% gegenüber dem Vorjahr entspricht. Im selben Jahr gaben die NATO-Mitglieder 1'232 Milliarden US-Dollar aus, was 55% der weltweiten Militärausgaben entspricht.

Ebenfalls im Jahr 2022 erreichten diese Ausgaben europaweit 480 Milliarden US-Dollar: ein Sprung um 13%, der grösste seit dem Ende des Kalten Krieges. In den letzten zehn Jahren waren sie bereits um mehr als ein Drittel gestiegen. Die Schweiz zog mit dem Vorschlag des Bundesrates, das Budget für die Armee von 5 auf 7 Milliarden zu erhöhen, nach. *Die Schweiz ist in der Tat ein Land, das Waffen herstellt, und an elfter Stelle der Exporteure steht. Sie ist führend in der Herstellung von Kleinwaffen, Munition und Panzern (Swiss Arms, Mowag, Ruag...).*

Es wird oft über die ökologischen Auswirkungen „ziviler“ menschlicher Aktivitäten gesprochen. Aber wie sieht es mit militärischen Aktivitäten aus? Tatsache ist, dass sie von den zahlreichen Protokollen und internationalen Konferenzen, die sich zum Ziel gesetzt haben, die Auswirkungen des kapitalistischen sozioökonomischen Modells auf die Ökosphäre zu verringern, nie berücksichtigt werden. Durch direkte Verschmutzung und Emissionen in die Atmosphäre haben aber militärische Aktivitäten verheerende Auswirkungen auf die Umwelt. Seit dem Kyoto-Protokoll von 1997 haben zahlreiche Länder alles daran gesetzt, dass diese Schäden nicht berücksichtigt werden (allen voran die USA). Wenig überraschend ist, dass die USA das prominenteste Beispiel sind. Das Verteidigungsministerium produziert mit

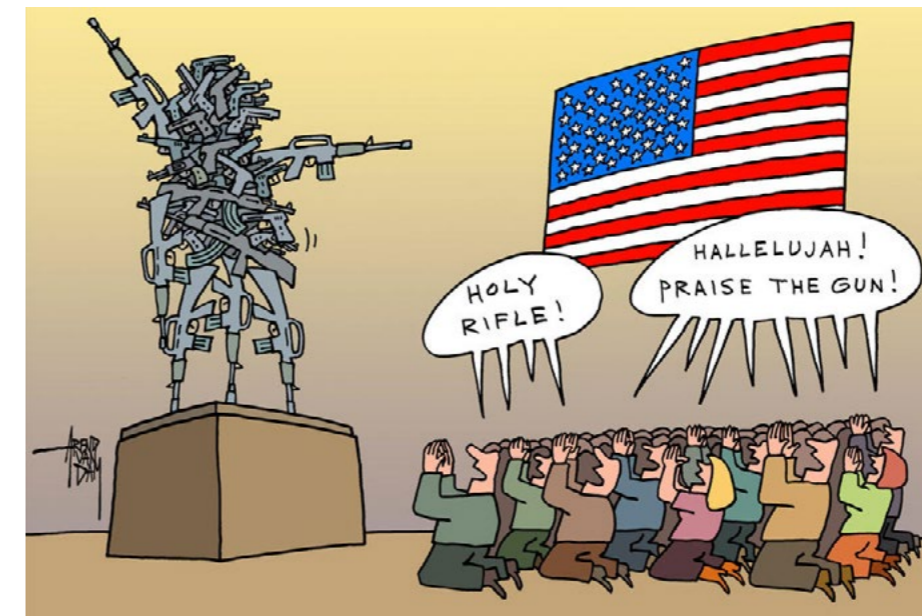


seinen Militärübungen mehr gefährliche Abfälle als die fünf grössten Chemieunternehmen der USA zusammen. Laut einem von der Universität Durham und Lancaster veröffentlichten Bericht sind die Streitkräfte der USA „einer der grössten Umweltverschmutzer in der Geschichte, da sie mehr flüssige Brennstoffe verbrauchen und mehr CO2 freisetzen als die meisten Länder“. Wäre das US-Militär eine Nation, stünde es hinsichtlich der Emissionen, die durch die Verwendung von Treibstoffen entstehen, auf Platz 47.

Mit Bedauern stellt attac fest, dass die Friedensbewegung heutzutage fast völlig abwesend zu sein scheint, und schliesst sich der Globalen Kampagne zu Militärausgaben (Global Campaign On Military Spending, GCOMS) an. Die GCOMS-Erklärung wurde während der diesjährigen globalen Mobilisierungstage vom 13. April bis 10. Mai verbreitet und fordert eine Verlagerung der militärischen Ressourcen auf zivile Politiken, die dem Schutz von Menschen und dem Planeten dienen und nicht den Profiten der Waffen- und fossilen Brenn-

stoffindustrie. Sie fordert ausserdem die Schaffung von „Regierungsstrukturen und Allianzen, die auf Vertrauen und gegenseitigem Verständnis, auf Zusammenarbeit und echter Diplomatie beruhen, in der Konflikte durch Dialog und nicht durch Krieg gelöst werden.“ (retepacedisarmo.org)

Tina Leoni Joye



BLACKROCK, PIEUVRE TENTACULAIRE DE LA FINANCE MONDIALE

BlackRock est une multinationale tentaculaire encore trop peu connue du grand public. Pourtant, celle-ci représente la plus grande société de gestion d'actifs dans le monde. Avec 6000 milliards de dollars d'actifs à sa disposition, BlackRock s'est érigé en mastodonte de la finance en se voyant confier l'argent des fonds de pension, des assurances et des petits épargnant.e.s pour le faire fructifier sur les marchés financiers, en leur nom. Outre son rôle d'investisseur, BlackRock est devenu le conseiller privilégié des institutions publiques et des banques centrales qui font dorénavant appel à son service. Ces dernières années, ses activités ont pris des proportions considérables puisque l'entreprise intervient désormais au Trésor américain, conseille la Banque centrale européenne et aurait été engagée en 2020 par la Réserve fédérale américaine pour gérer leurs investissements et se protéger de la récession causée par le Covid.

BlackRock est aujourd'hui le plus gros investisseur sur les marchés financiers mondiaux : actionnaire de milliers de sociétés, de Facebook, Shell, Apple, Microsoft, l'entreprise a placé ses fonds partout. En Allemagne, BlackRock est actionnaire dans les 30 plus grandes entreprises du DAX. Il en va de même en France où la multinationale possède de larges parts dans les sociétés du CAC 40, comme Airbus, Renault ou l'Oréal, qui pourraient lui rapporter à elles seules plus d'un milliard d'euros de dividendes annuels.

BLACKROCK, LEADER MONDIAL DU MARCHÉ DES ETF

Depuis 2009, les ETF inondent les marchés financiers. Ces fonds remplissent habituellement des mandats dits passifs ou indiciels, où la composition des portefeuilles renonce aux risques courus à vouloir dépasser l'indice boursier en s'arrangeant pour refléter fidèlement celui-ci. Leur rendement suit alors l'indice boursier dans ses montées et chutes. Avec la crise financière, les clients n'ont plus confiance en leur banque et les gouvernements mettent en place des régulations fortes sur les établissements bancaires. Les gestionnaires de fonds d'investissement comme BlackRock tentent par tous les moyens de tirer profit de cette crise. C'est ainsi que BlackRock est devenu le plus gros pourvoyeur d'ETF, en gérant notamment une part significative de l'épargne retraite de la population américaine. En outre, c'est désormais BlackRock qui sera chargé de tester la résistance des banques

américaines, se voyant ainsi recevoir des milliards de dollars d'aide publique. Par la suite, c'est l'Europe qui va suivre la mouvance : la BCE, chargée d'évaluer de manière complète le système bancaire européen, sollicite l'aide de consultants externes. C'est de cette manière que les employés de la BCE se verront collaborer avec BlackRock. Ainsi, la plus haute autorité de contrôle publique en Europe partage ses données économiques les plus sensibles avec cette multinationale, prenant le risque qu'elle se serve de ces informations pour son propre compte. Rien de surprenant alors lorsqu'en juillet 2015, au moment même où le monde entier spéculait sur une chute imminente de leur valeur, BlackRock, qui venait d'éplucher les comptes grecs à la demande de la BCE, achète des obligations d'État grecques. Tout aussi étrangement, BlackRock aurait investi dans l'immobilier en Grèce avant tout le monde.

Les ETF pourraient également s'avérer dangereux pour les marchés, en créant une sorte d'effet boule de neige si les cours de la bourse se mettaient à tomber subitement. Comme lors du crash éclair de mai 2010, où les ETF étaient fortement impliqués.

BLACKROCK, UN FOND D'INVESTISSEMENT SOUPÇONNÉ DE VOULOIR IMPOSER LA RETRAITE PAR CAPITALISATION

Il est maintenant notoire que les États confient à des sociétés comme BlackRock l'argent de nos fonds de pension, donc de nos retraites, pour le faire « fructifier » sur les marchés financiers, à travers notamment le système de retraite par capitalisation. Il convient toutefois de relever que ces sommes astronomiques sont réinvesties dans les plus grandes entreprises du monde, en dehors de tout contrôle citoyen, par exemple dans l'industrie de l'armement ou les technologies de surveillance.

Certains mouvements qualifient BlackRock

de « cheval de Troie de la capitalisation ». BlackRock tenterait de s'immiscer dans la gestion économique de beaucoup de pays du monde, tel une sorte de chef d'État au pluriel, notamment dans les pays où la retraite par capitalisation n'a pas encore été introduite. En France, BlackRock aurait essayé de tirer profit de la réforme des retraites et se montre intéressé à mettre la main sur une partie de l'épargne des français.e.s les plus aisés.e.s. À cette occasion, Emmanuel Macron aurait reçu à plusieurs reprises Larry Fink, PDG de BlackRock, pour parler de la réforme des retraites et du plan économique à adopter.

À LA CONQUÊTE DE L'ÉCONOMIE SUISSE

Ce qui est beaucoup moins connu en Suisse, c'est que BlackRock est devenu l'un des actionnaires les plus importants de notre pays. En effet, ses investissements dans les sociétés suisses n'ont cessé de croître. À lui seul, le groupe détient en moyenne 5% des parts des plus grandes entreprises suisses cotées en bourse (5,4% de



Crédit Suisse, 5% d'UBS, 6% du cimentier Holcim, plus de 9,2% de Glencore, 4,5% de Nestlé), soit près de 51,8 milliards de francs. En Suisse, BlackRock représente donc un actionnaire de taille, ce qui n'est pas sans conséquence pour notre économie. Le gestionnaire d'actifs américain détiendrait également environ 6% du secteur immobilier suisse. L'une des plus grandes participations de BlackRock dans une seule entreprise en Suisse concerne Swiss Prime Site, une société immobilière dont les activités reposent sur l'achat de terrains et de biens immobiliers revendus dans un but lucratif. BlackRock posséderait 12% des parts de ce leader du secteur et exercerait ainsi une influence indirecte considérable sur le prix des terrains et des loyers, qui auraient triplé depuis 2008.

À côté de cela, une part importante de la gestion de la fortune du fonds de compensation AVS a été confiée sous forme de mandats passifs à BlackRock, à travers des actions mondiales et américaines à hauteur de 2,61 milliards de francs. BlackRock se place ainsi devant UBS (2,591 milliards) et l'ancien Crédit Suisse (2,315 milliards).

CELUI QUI CONTRÔLE L'ARGENT CONTRÔLE LE MONDE

BlackRock a de quoi inquiéter car son pouvoir politico-financier est vertigineux. Son hégémonie est également restée trop longtemps imperceptible pour le grand public, car c'est une société qui n'intéresse ni les médias ni l'opinion publique, malgré l'ampleur et l'opacité de ses activités. Une situation qui renforce encore plus le pouvoir de la multinationale en lui assurant la plus grande discrétion puisqu'elle a un doigt sur tout, partout. Sa dangerosité est également sous-estimée puisque BlackRock n'est pas une entité soumise à la réglementation bancaire traditionnelle et la sauvegarde de ses

actifs n'est pas garantie par les États et les Banques centrales.

Avec une telle concentration de pouvoir, les activités de BlackRock représentent clairement un risque systémique et pourraient mettre en danger l'ensemble du système financier en faisant plonger des milliers d'entreprises. Un seul faux pas et le monde financier pourrait s'en retrouver totalement ébranlé. La réalité du capitalisme d'aujourd'hui dépasse des fois bien la fiction.

Nadia Magnin

Heike Butcher:
BlackRock, ces financiers qui s'emparent de notre argent
(2020, Editions Massot)



Livre pionnier, cet ouvrage est l'un des premiers à traiter de la question de BlackRock. Journaliste d'investigation allemande, l'autrice nous plonge dans l'univers du géant BlackRock et présente à travers un livre-enquête les rouages de la multinationale. Ce travail de recherche revient sur les origines de la montée en puissance de la société et essaie de comprendre comment son PDG, Larry Fink, a réussi à bâtir un tel empire financier en devenant le plus grand fond d'investissements au monde, notamment en tirant avantage de la crise des *subprimes* de 2008. Le livre explique également comment BlackRock a réussi à mettre au point une arme numérique secrète du nom d'Aladdin, une intelligence artificielle qui laissera la gestion des transactions financières aux mains des algorithmes. Une histoire qui fait froid dans le dos...

BLACKROCK, DIE TENTAKELKRAKE DER GLOBALEN FINANZWELT

BlackRock ist ein multinationaler Konzern mit grossen Ausmassen, der der Öffentlichkeit noch zu wenig bekannt ist. Dabei handelt es sich um die grösste Vermögensverwaltungsgesellschaft der Welt. Mit einem Vermögen von 6000 Milliarden US-Dollar hat sich BlackRock zu einem Finanzriesen entwickelt, der das Geld von Pensionskassen, Versicherungen und Kleinsparern in deren Namen auf den Finanzmärkten vermehrt. Neben seiner Rolle als Investor ist BlackRock auch zum bevorzugten Berater von öffentlichen Institutionen und Zentralbanken geworden, die nun auf die Dienste des Unternehmens zurückgreifen. In den letzten Jahren hat BlackRock seine Aktivitäten erheblich ausgeweitet und arbeitet nun für das US-Finanzministerium, berät die Europäische Zentralbank und soll 2020 von der US-Notenbank beauftragt worden sein, ihre Investitionen zu verwalten und sich vor der durch von Covid verursachten Rezession zu schützen.

BlackRock ist heute der grösste Investor auf den globalen Finanzmärkten: Als Aktionär tausender Unternehmen, von Facebook, Shell, Apple bis hin zu Microsoft, hat das Unternehmen sein Geld überall angelegt. In Deutschland ist BlackRock Aktionär in den 30 grössten Unternehmen des DAX. Dasselbe gilt für Frankreich, wo das multinationale Unternehmen grosse Anteile an den Unternehmen des CAC40, wie Airbus, Renault oder L'Oréal, besitzt, die ihm allein mehr als eine Milliarde Euro an jährlichen Dividenden einbringen könnten.

BLACKROCK, WELTWEITER MARKTFÜHRER FÜR ETFS

Seit 2009 werden die Finanzmärkte von ETFs überschwemmt. Diese Fonds erfüllen in der Regel sogenannte passive oder indexbasierte Mandate, bei denen die Portfoliozusammensetzung auf das Risiko verzichtet, den Aktienindex übertreffen zu wollen, und stattdessen so gestaltet ist, dass sie den Aktienindex genau widerspiegelt. Ihre Rendite folgt dann dem Aktienindex in seinen Auf- und Abwärtsbewegungen.

Mit der Finanzkrise verloren die Kunden das Vertrauen in ihre Banken und die Regierungen führten starke Regulierungen für Bankinstitute ein. Investmentfondsmanger wie BlackRock versuchen mit allen Mitteln, von dieser Krise zu profitieren. So wird BlackRock zum grössten Anbieter von ETFs und verwaltet unter anderem einen erheblichen Teil der Rentensparnisse der amerikanischen Bevölkerung. Ausserdem wird BlackRock von nun an damit beauftragt, die Widerstandsfähigkeit der amerikanischen Banken zu testen und erhält dadurch Milliarden von Dollar an staatlichen Hilfen. Schliesslich beansprucht auch Europa seine Dienste: die EZB, die mit der umfassenden Bewertung des europäischen Bankensystems beauftragt ist, holt sich



Hilfe von externen Beratern. Auf diese Weise werden die Mitarbeiter der EZB mit BlackRock zusammenarbeiten. So teilt die höchste öffentliche Aufsichtsbehörde in Europa ihre sensibelsten Wirtschaftsdaten mit diesem multinationalen Unternehmen und geht das Risiko ein, dass es diese Informationen für seine eigenen Zwecke nutzt. Es ist daher nicht verwunderlich, dass BlackRock im Juli 2015, als die ganze Welt über einen bevorstehenden Wertverfall spekulierte, griechische Staatsanleihen kaufte, nachdem er gerade im Auftrag der EZB die griechischen Konten durchforstet hatte. Ebenso merkwürdig ist, dass BlackRock vor allen anderen in griechische Immobilien investiert haben soll.

ETFs könnten sich auch als gefährlich für die Märkte erweisen, indem sie eine Art Schneeballeffekt auslösen, wenn die Börsenkurse plötzlich zu fallen beginnen. So wie beim Blitzcrash im Mai 2010, bei dem ETFs stark involviert waren.

BLACKROCK, EIN INVESTMENTFONDS, DER IM VERDACHT

STEHT, DIE KAPITALGEDECKTE RENTE DURCHSETZEN ZU WOLLEN

Es ist inzwischen allgemein bekannt, dass die Staaten das Geld unserer Rentenfonds, also unsere Renten, Unternehmen wie BlackRock anvertrauen, um es auf den Finanzmärkten „vermehrten“ zu lassen, insbesondere durch das kapitalgedeckte Rentensystem. Es ist jedoch zu beachten, dass diese astronomischen Summen in die grössten Unternehmen der Welt reinvestiert werden und unser Geld ausserhalb jeglicher Kontrolle der Bürgerinnen und Bürger z. B. in die Rüstungsindustrie oder in Überwachungstechnologie investiert wird.

Einige Bewegungen bezeichnen BlackRock als „Trojanisches Pferd der Kapitalisierung“. BlackRock soll versuchen, sich wie eine Art Staatschef in der Mehrzahl in die Wirtschaftsführung vieler Länder der Welt

einzumischen, insbesondere in Ländern, in denen die kapitalgedeckte Altersvorsorge noch nicht eingeführt wurde. In Frankreich soll BlackRock versucht haben, von der Rentenreform zu profitieren, und ist daran interessiert, einen Teil der Ersparnisse der wohlhabenderen Franzosen in die Hände zu bekommen. Bei dieser Gelegenheit soll Emmanuel Macron mehrmals Larry Fink, den Vorstandsvorsitzenden von BlackRock, empfangen haben, um über die Rentenreform und den zu verabschiedenden Wirtschaftsplan zu sprechen.

ZUR EROBERUNG DER SCHWEIZER WIRTSCHAFT

Was in der Schweiz weit weniger bekannt ist, ist, dass BlackRock zu einem der grössten Aktionäre in unserem Land geworden ist. Tatsächlich sind seine Investitionen in Schweizer Unternehmen in den letzten zwanzig Jahren stetig gewachsen. Allein die Gruppe hält durchschnittlich 5% der Anteile an den grössten börsennotierten Schweizer Unternehmen (5,4% der Credit Suisse, 5% der UBS, 6% des Zementher-

stellers Holcim, über 9,2% von Glencore, 4,5% von Nestlé), was fast 51,8 Milliarden Franken entspricht. In der Schweiz stellt BlackRock also einen Grossaktionär dar, was für unsere Wirtschaft nicht ohne Folgen bleibt. Der amerikanische Vermögensverwalter soll auch rund 6% des Schweizer Immobiliensektors besitzen. Eine der grössten Beteiligungen von BlackRock an einem einzelnen Unternehmen in der Schweiz ist Swiss Prime Site, eine Immobiliengesellschaft, deren Geschäftstätigkeit auf dem Kauf von Grundstücken und Immobilien beruht, die gewinnbringend weiterverkauft werden, insbesondere in städtischen Gebieten. BlackRock soll 12% der Anteile an diesem Branchenführer besitzen und damit indirekt einen erheblichen Einfluss auf die Grundstückspreise und Mieten ausüben, die sich seit 2008 verdreifacht haben sollen.

Ausserdem wurde ein grosser Teil der Vermögensverwaltung des AHV-Ausgleichsfonds in Form von passiven Mandaten an BlackRock über globale und amerikanische Aktien in Höhe von 2,61 Milliarden Franken ausgelagert. Damit liegt BlackRock vor der UBS (2,591 Mrd.) und der ehemaligen Credit Suisse (2,315 Mrd.).

WER DAS GELD KONTROLLIERT, KONTROLLIERT DIE WELT

BlackRock gibt Anlass zur Sorge, denn seine politisch-finanzielle Macht ist schwindelerregend. Seine Hegemonie blieb auch zu lange für die breite Öffentlichkeit unbemerkt, da es sich um ein Unternehmen handelt, das trotz des Umfangs und der Undurchsichtigkeit seiner Aktivitäten weder für die Medien noch für die öffentliche Meinung von Interesse ist. Eine Situation, die die Macht des multinationalen Konzerns noch weiter stärkt, indem sie ihm die grösste Diskretion sichert, wenn er seine Hand überall im Spiel hat. Auch seine Gefährlichkeit wird unterschätzt, da BlackRock keine Einheit ist, die der tra-

ditionellen Bankenregulierung unterliegt, und die Sicherung seiner Vermögenswerte nicht von Staaten oder Zentralbanken garantiert wird.

Bei einer derartigen Machtkonzentration stellen die Aktivitäten von BlackRock eindeutig ein systemisches Risiko dar und könnten das gesamte Finanzsystem gefährden, indem sie Tausende von Unternehmen in den Abgrund reissen. Ein einziger Fehltritt und die Finanzwelt könnte völlig erschüttert werden. Die Realität des heutigen Kapitalismus übertrifft die Fiktion manchmal bei weitem.

Nadia Magnin

Heike Butcher:
BlackRock, Eine heimliche Weltmacht greift nach unserem Geld
(Campus Verlag Frankfurt/New York)



Dieses Pionierbuch ist eines der ersten, das sich mit dem Thema BlackRock befasst. Die Autorin, eine deutsche investigative Journalistin, lässt uns in die Welt des Giganten BlackRock eintauchen und stellt uns in einem nachforschenden Buch das Räderwerk des multinationalen Unternehmens vor. Diese Rechercharbeit geht auf die Ursprünge des Aufstiegs des Unternehmens ein und versucht zu verstehen, wie es dem Vorstandsvorsitzenden Larry Fink gelungen ist, ein solches Finanzimperium aufzubauen und daraus den grössten Investmentfonds der Welt zu machen, indem er insbesondere die Subprime-Krise von 2008 ausnutzte. Das Buch erklärt auch, wie es BlackRock gelang, eine digitale Geheimwaffe namens Aladdin zu entwickeln, eine künstliche Intelligenz, die die Verwaltung von Finanztransaktionen Algorithmen überlässt. Eine Geschichte, bei der einem das Blut in den Adern gefriert...

LES SAUVETAGES RÉGULIERS DU SYSTÈME FINANCIER ONT UN COÛT, MAIS L'IMPUNITÉ ÉCONOMIQUE N'A TOUJOURS PAS TROUVÉ D'OBSTACLES !

Récemment la faillite de SVB (Silicon Valley Bank) aux USA a mis sous pression les banques régionales qui s'orientent maintenant vers des fusions ou des appuis des grandes banques et mettent le système tout entier dans les mains de peu d'acteurs en augmentant d'une part tous les risques de faillite et de l'autre leur influence sur les pays. (Ce qui est arrivé pendant la crise grecque et celle de l'euro en 2010-12). Chez nous, Crédit Suisse est la deuxième banque à être sauvée en quinze ans en engageant de l'argent public. Il lui a été mis à disposition 259 milliards de francs sous formes de dons, garanties et prêts. Cela représente 5 fois plus que l'effort fourni pour sauver UBS en 2009, alors que son bilan était 4 fois plus grand. La raison en est l'augmentation phénoménale du risque global du système financier.

LES MÊMES CAUSES PRODUISENT LES MÊMES EFFETS

Après la grande crise financière de 2008 on a proclamé haut et fort: plus jamais ça! Mais on a jeté à la mer toutes les bonnes propositions prises et les états refusent obstinément de renforcer une régulation des banques qui permettrait de protéger les intérêts de leurs citoyens.

En Suisse on a créé la FINMA, un organe de surveillance qui porte très mal son nom, car il ne peut pas amender les banques fautives et doit se contenter de faire des mises en garde qui restent régulièrement

ignorées, selon les experts mêmes du droit bancaire. Ses compétences se limitent à dénoncer publiquement les défaillances des banques et à les inciter à y remédier.

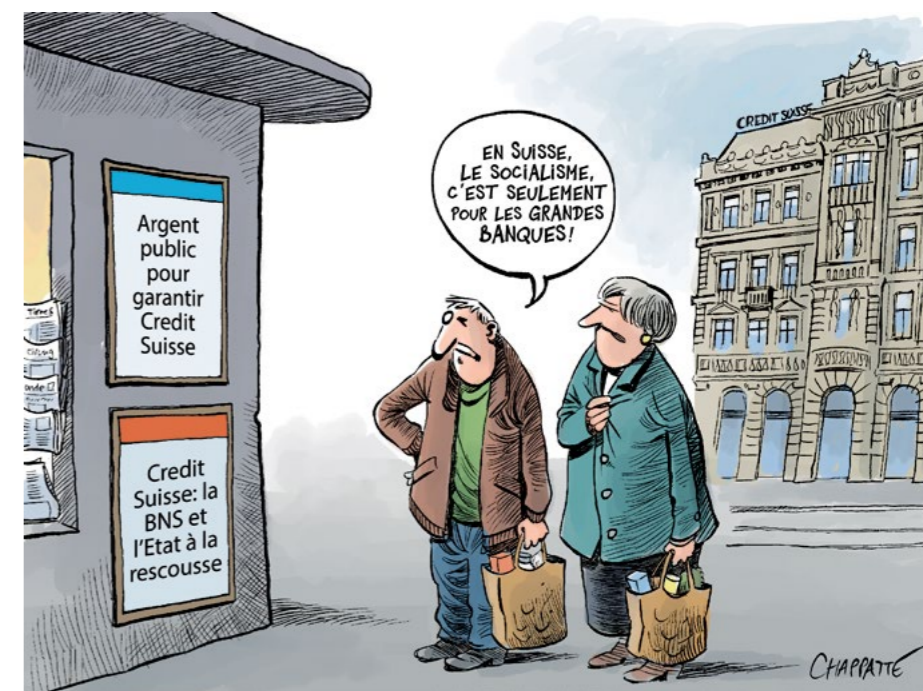
Une politique de sauvetage par l'injection de milliards de dollars pour soutenir le marché s'est beaucoup banalisée depuis la crise de 2008. La politique des banques centrales a permis pendant ces dernières 15 années des hausses du marché boursier, ainsi que d'amortir les chutes de leurs valeurs.

Les taux d'intérêt très bas et la masse monétaire en circulation, injectée par les banques centrales, ont incité les banques et les investisseurs à prendre des risques toujours plus grands et à s'endetter encore plus. Les banquiers encaissent des bonus qui les incitent à prendre des risques. Et puis il y a la finance de l'ombre qui ne connaît aucune règle. Par exemple la société Archegos, agissant avec un endettement énorme et dans une énorme opacité, a fait perdre à Crédit Suisse 4 milliards de francs en 2021. Les transactions non seulement deviennent de plus en plus complexes, mais les modèles mathématiques qui les soutiennent sont loin d'être parfaits et sont mal connus des «experts» du secteur.

Ces faillites successives sont la démonstration de l'ampleur des contradictions du capitalisme, celui-ci ne pouvant les résoudre, en tout cas à court terme, qu'en détruisant la richesse publique et privée, ce qui entraîne des drames sociaux. Les sauvetages des banques aux USA et en Suisse ont un coût public payé non seulement par les épargnants, mais aussi par tous les salariés qui voient diminuer leur pouvoir d'achat.

LES GAGNANTS DES FAILLITES BANCAIRES

Les spéculateurs qui ont parié sur la chute d'une banque s'enrichissent fortement et sont même complices de la débâcle de celle-ci en ayant fait circuler les rumeurs de sa faillite dans le but de gagner davan-



© Chappatte dans NZZ am Sonntag, Zürich

tage. Ainsi, tous ceux qui ont parié sur la faillite de Crédit Suisse se sont enrichis. UBS y gagnera dans le futur, grâce au prix très modeste payé pour la reprise de Crédit Suisse et d'autre part par les nouveaux bénéficiaires qui ne manqueront pas, car les garanties offertes par la Confédération diminuent les risques.

Plutôt que de faillite il faudrait parler d'un changement de mains des richesses qui mène à une concentration toujours plus importante des richesses entraînant l'augmentation des risques et la fragilité de tout le système. En 2021 le PIB suisse représentait le 0,82% du PIB mondial, les sociétés suisses distribuaient le 2,9% des dividendes mondiaux, en proportion, 3,5 fois le PIB, c'est-à-dire 42,8 milliards de francs.

Rappelons qu'en Suisse, de 2020 à 2022, le nombre de personnes possédant plus de 10 milliards (21 personnes) ont augmenté leur patrimoine de 232 milliards et possèdent ainsi le 48% du PIB (352 milliards). La Suisse est le pays avec le plus de millionnaires par rapport au nombre d'habitants au monde.

LA DÉMOCRATIE MISE À MAL

La décision du Conseil fédéral nous a rappelé à quel point notre démocratie est limitée. En quelques heures le Conseil fédéral a décidé que l'on pouvait tout faire. Au mépris de la loi sur la concurrence, on peut mettre des milliards à disposition de la Banque Nationale. On peut lui imposer des tâches qui ne sont pas les siennes, car ceci n'est interdit que lorsqu'il s'agit d'une intervention à but social ou écologique – comme soutenir les assurances sociales ou interdire le financement des énergies fossiles.

Il existe en outre la loi fédérale sur les banques suisses, article 47, qui concerne depuis 2015 aussi «quiconque intentionnellement divulgue un secret qui lui a été révélé en violation du secret bancaire». Toutes les personnes, journalistes y compris, encourrent une peine de prison jusqu'à trois ans si elles divulguent des données de clients des banques. Cette modification de la loi est passée sous silence jusqu'en 2022, mais lorsque les données des clients douteux de Crédit Suisse ont été publiées dans les journaux du monde entier, sauf en Suisse, le président de la

Confédération a reçu une lettre de l'ONU (du département qui veille sur la liberté d'expression) condamnant cette attitude dans les termes suivants « criminalisation du journalisme » (cf. le site *Naufraghi*). Les historiens sont aussi impactés par cette loi, car elle limite leur travail de recherche. En effet « la recherche historique sur la place financière suisse est bloquée en grande partie, ce qui est inacceptable, vue l'importance économique, politique et sociale pour l'histoire de notre Pays » (Sacha Zola, historien grison). Récemment les journaux ont relaté que les représentants du secrétariat d'Etat pour les questions financières internationales (SFI) donnent des conseils aux banques suisses sur la façon de traiter les articles qui critiquent leur activité. De plus, ils interviennent directement auprès des médias internationaux comme par exemple le *Financial Time*. Rien d'illégal, mais nous rappelons que parmi les tâches du SFI on y trouve aussi celle de développer les règles des marchés financiers. Dans le *Tages Anzeiger* et le *24 Heures* on a lu que pour répondre à un journaliste qui l'avait sollicité à propos de Crédit Suisse, le Ministère public de la Confédération s'est adressé directement à la banque pour savoir comment procéder.

POUR L'EXPROPRIATION ET LA COLLECTIVISATION DES BIENS IMMOBILIERS DU CRÉDIT SUISSE

Le rachat de Crédit suisse par UBS a accouché d'un monstre bancaire qu'il faudra sauver à tout prix en cas de faillite et qui risque de cumuler les défauts bien connus des deux banques (multiples scandales de manipulations, recyclage d'argent etc.). Le portefeuille immobilier de *Crédit Suisse Funds AG* et de ses filiales possède en

viron 23'000 logements et 2 millions de mètres carrés de surfaces commerciales. De la reprise de Crédit suisse par UBS naîtra une nouvelle banque qui deviendra le plus grand propriétaire immobilier de Suisse: plus de 50% de la fortune de tous les fonds immobiliers dans notre pays. La nouvelle entité, issue de la fusion des deux banques, n'a aucune raison d'être confiée à des mains privées si la Suisse toute entière pourrait être mise en danger en cas de faillite. En effet, UBS et Crédit Suisse représentent ensemble deux fois le PIB suisse (entre 40 et 50 milliards); cela représente un risque systémique énorme. En comparaison, Deutsche Bank représente un tiers de l'économie allemande et JP Morgan, un sixième de l'économie américaine (120 milliards en 2022).

Il nous paraît donc nécessaire de soutenir toute initiative qui vise à limiter la puissance de cette nouvelle entité bancaire, comme par exemple la pétition « Exproprier et collectiviser les biens immobiliers du Crédit Suisse » qui a été adressée au Conseil fédéral, à la FINMA et à la Commission de la concurrence par une *alliance nationale* composée d'une trentaine d'organisations et partis de Suisse allemande. Selon le parti genevois *Union populaire* « 212 logements pourraient être sortis de la logique spéculative et mis à disposition des habitant.e.s. » dans le canton.

Tina Leoni Joye



DIE REGELMÄSSIGEN RETTUNGSAKTIONEN FÜR DAS FINANZSYSTEM HABEN IHREN PREIS, ABER DIE WIRTSCHAFTLICHE STRAFFREIHEIT BESTEHT UNGESCHMÄLERT!

Letztthin bedrängte die Insolvenz der SVB (Silicon Valley Bank) in den USA die Regionalbanken, die nun auf Fusionen oder Unterstützung durch Grossbanken setzen und das gesamte System einigen wenigen Akteuren anvertrauen, was einerseits das Risiko von Insolvenzen erhöht und andererseits deren Einfluss auf die Länder vergrössert. (So geschehen während der Griechenland- und Eurokrise 2010-12). Als zweite Bank innerhalb von 15 Jahren wurde bei uns die Credit Suisse unter Einsatz öffentlicher Gelder gerettet. 259 Milliarden Franken wurden ihr in Form von Zuschüssen, Garantien und Darlehen zur Verfügung gestellt. Das ist fünfmal so viel wie der Aufwand, der 2009 zur Rettung der UBS getrieben wurde, wobei deren Bilanz jedoch viermal so gross war. Der Grund dafür ist die phänomenale Zunahme des Gesamtrisikos im Finanzsystem.

GLEICHE URSACHEN FÜHREN ZU GLEICHEN WIRKUNGEN

Nach der grossen Finanzkrise von 2008 wurde lauthals verkündet: nie wieder! Alle guten Vorsätze wurden jedoch über Bord geworfen, und die Staaten weigern sich beharrlich, eine Bankenregulierung zu verstärken, welche die Interessen ihrer Bürger schützen könnte.

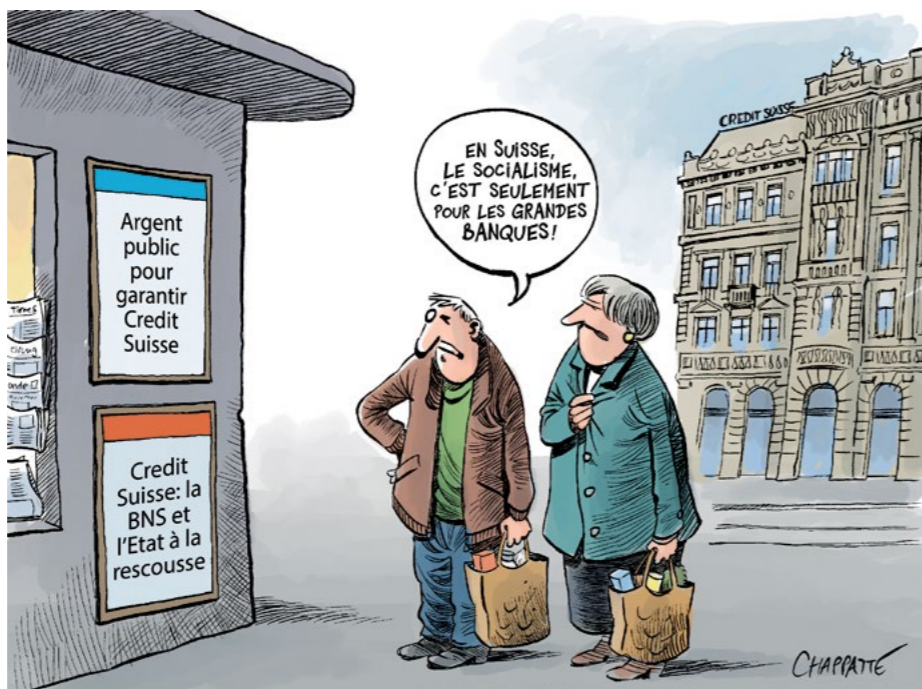
In der Schweiz schuf man die *FINMA*, ein Aufsichtsorgan, das seinen Namen sehr schlecht trägt, da es fehlbare Banken nicht büssen darf und sich damit zufriedengeben muss, Warnungen auszusprechen, die sogar laut den Experten für Bankrecht regelmässig ignoriert werden. Ihre Kompetenzen beschränken sich darauf, das Versagen der Banken öffentlich anzuprangern und Abhilfe zu fordern.

Eine Rettungspolitik, bei der Milliarden von Dollar in den Markt gepumpt werden, um ihn zu stützen, ist seit der Krise von 2008 gang und gäbe geworden. Die Politik der Zentralbanken hat in den letzten 15 Jahren für steigende Aktienmärkte gesorgt und fallende Aktienwerte abgefedert. Die sehr niedrigen Zinssätze und die von den Zentralbanken in Umlauf gebrachte Geldmenge haben Banken und Investoren dazu veranlasst, immer grössere Risiken einzugehen und sich noch mehr zu verschulden. Die Banker kassieren Boni, die sie dazu verleiten, Risiken einzugehen; und es gibt auch noch die Schattenfinanz, die keine Regeln kennt. Enorm verschuldet und höchst intransparent bescherte z.B. die Firma Archegos der Credit Suisse bis 2021 einen Verlust von 4 Milliarden Franken. Die Transaktionen werden nicht nur immer komplexer, die ihnen zugrunde liegenden mathematischen Modelle sind auch alles andere als vollkommen und den „Experten“ der Branche kaum bekannt.

Diese aufeinanderfolgenden Bankrotte zeigen das Ausmass der Widersprüche des Kapitalismus, der sie nur durch die Vernichtung öffentlichen und privaten Reichtums zumindest kurzfristig lösen kann, was zu sozialen Dramen führt. Die Bankenrettungen in den USA und der Schweiz verursachen öffentliche Kosten, und diese bezahlen nicht nur die Sparer, sondern auch alle Arbeitnehmer, deren Kaufkraft sinkt.

DIE GEWINNER VON BANKPLEITEN

Spekulanten, die auf den Zusammenbruch einer Bank gesetzt haben, bereichern sich enorm und sind sogar mitschuldig am Zusammenbruch der Bank, da sie Gerüchte über deren Bankrott in Umlauf gebracht haben, um daran zu verdienen. So haben sich alle, die auf die Pleite der Credit Suisse gewettet haben, bereichert. Die UBS wird in Zukunft verdienen dank dem sehr bescheidenen Preis, den sie für die Übernahme der Credit Suisse be-



* In der Schweiz ist Sozialismus nur für die Banken!

© Chappatte in NZZ am Sonntag, Zürich

zahlt hat, und dank der neuen Gewinne, mit denen sie rechnen kann, da die vom Bund angebotenen Garantien die Risiken verringern.

Anstatt von Bankrott sollte man von Besitzerwechsel der Vermögen sprechen, der zu einer immer grösseren Konzentration des Reichtums führt, wodurch die Risiken steigen und das gesamte System anfälliger wird. Im Jahr 2021 machte das Schweizer BIP 0,82% des weltweiten BIP aus, die Schweizer Unternehmen schütteten 2,9% der weltweiten Dividenden aus, d.h. das 3,5-fache des BIP, nämlich 42,8 Milliarden Franken.

Bedenken wir, dass sich in der Schweiz zwischen 2020 und 2022 die Anzahl der Personen, die mehr als 10 Milliarden besitzen erhöhte (21 Personen) und sich ihr Vermögen um 232 Milliarden vergrösserte, wodurch sie 48% des BIP (352 Milliarden) besitzen. Die Schweiz ist weltweit das Land mit den meisten Millionären im Verhältnis zur Bevölkerung.

DIE DEMOKRATIE WIRD GESCHUNDEN

Die Entscheidung des Bundesrates hat uns daran erinnert, wie begrenzt unsere

Demokratie ist. Innerhalb weniger Stunden beschloss der Bundesrat, man könne alles machen. Unter Missachtung des Wettbewerbsgesetzes kann man der Nationalbank Milliarden zur Verfügung stellen. Man kann ihr Aufgaben übergeben, die ihr nicht zukommen, denn so etwas ist nur verboten, wenn es sich um Interventionen mit einem sozialen oder ökologischen Zweck handelt - wie die Unterstützung der Sozialversicherungen oder das Verbot, fossile Energien zu finanzieren.

Dann ist da noch das Bundesgesetz über die Schweizer Banken, dessen Artikel 47 seit 2015 auch betrifft, „wer vorsätzlich (...) ein ihm (...) offenbartes Geheimnis unter Verletzung des Bankgeheimnisses weitergibt“. Allen Personen, einschliesslich Journalist:innen, droht eine Gefängnisstrafe von bis zu drei Jahren, wenn sie Daten von Bankkunden weitergeben. Diese Gesetzesänderung wurde bis 2022 mit Stillschweigen übergangen, doch als die Daten dubioser Credit Suisse-Kunden in Zeitungen auf der ganzen Welt, ausser in der Schweiz, veröffentlicht wurden, erhielt der Bundespräsident einen Brief von der UNO-Berichterstatte für Meinungsfreiheit, in dem diese Haltung als „Kriminalisierung des Journalismus“ verurteilt wurde (s. https://www.swissinfo.ch/ger/suisse-secrets_schweizer-bankge-

heimnis-kollidiert-mit-der-meinungsfreiheit/47368264).

Auch Historiker sind von diesem Gesetz betroffen, da es ihre Forschungsarbeit beschränkt. Tatsächlich sei „die historische Forschung zum Finanzplatz Schweiz weitgehend blockiert, was angesichts der wirtschaftlichen, politischen und gesellschaftlichen Bedeutung für die Geschichte unseres Landes inakzeptabel ist“ (Sacha Zola, Bündner Historiker).

Kürzlich berichteten Zeitungen, Vertreter des Staatssekretariats für internationale Finanzfragen (SFI) gäben Schweizer Banken Ratschläge zum Umgang mit Artikeln, die ihre Tätigkeit kritisieren. Dazu noch intervenierten sie direkt bei internationalen Medien wie der Financial Times. Nichts Illegales, aber wir erinnern daran, dass es zu den Aufgaben des SFI auch gehört, die Regeln der Finanzmärkte weiterzuentwickeln.

Im *Tages-Anzeiger* und in *24 Heures* konnte man lesen, die Bundesanwaltschaft habe sich direkt an den Credit Suisse gewandt um zu erfahren, wie gegenüber der Anfrage eines Journalisten vorzugehen sei.

FÜR DIE ENTEIGNUNG UND KOLLEKTIVIERUNG DER IMMOBILIEN DER CREDIT SUISSE

Die Übernahme der Credit Suisse durch die UBS hat ein Bankenmonster hervorgebracht, das im Falle eines Konkurses um jeden Preis gerettet werden muss und bei dem die bekannten Mängel beider Banken (mehrere Manipulationsskandale, Geldwäsche usw.) sich zu akkumulieren drohen. Das Immobilienportfolio der *Credit Suisse Funds AG* und ihrer Tochtergesellschaften besitzt rund 23.000 Wohnungen und zwei Millionen Quadratmeter Gewerbefläche. Aus der Übernahme der Credit Suisse durch die UBS entsteht eine neue Bank, die zum grössten Immobilienbesitzer der

Schweiz wird; das betrifft mehr als 50% des Vermögens aller Immobilienfonds in unserem Land.

Es gibt keinen Grund, die aus der Fusion der beiden Banken hervorgegangene neue Einheit privaten Händen anzuvertrauen, wenn im Falle eines Konkurses die gesamte Schweiz gefährdet würde. UBS und Credit Suisse zusammen stellen effektiv das Doppelte des Schweizer BIP dar (zwischen 40 und 50 Milliarden); dies bedeutet ein enormes systemisches Risiko. Zum Vergleich: Die Deutsche Bank macht ein Drittel der deutschen Wirtschaft aus und JP Morgan ein Sechstel der US-Wirtschaft (120 Milliarden im Jahr 2022).

Wir halten es für nötig, jede Initiative zu unterstützen, die bezweckt die Macht dieser neuen Bank einzuschränken. So die an den Bundesrat, die FINMA und die Wettbewerbskommission gerichtete Petition „Credit Suisse-Immobilien enteignen und vergesellschaften!“. Laut der Genfer Partei *Union populaire* könnten im Kanton „212 Wohnungen der Spekulanten-Logik entzogen und den Einwohner:innen zur Verfügung gestellt werden“.

Tina Leoni Joye



LA CRISE DE CREDIT SUISSE APPELLE UNE RÉFORME MONÉTAIRE-STRUCTURELLE

Le Professeur Sergio Rossi a donné une conférence le 27 avril 2023 à l'Université de Fribourg, expliquant les raisons et les conséquences du rachat de Credit Suisse par UBS. Cette opération de sauvetage public d'une banque d'importance systémique au niveau global était devenue urgente suite à une large fuite des déposants de Credit Suisse ainsi qu'à la chute du prix de ses actions sur les marchés financiers du monde entier.

La mise en faillite de Credit Suisse aurait déclenché une crise financière systémique au niveau global, provoquant une série de faillites d'autres banques en Suisse et dans le reste du monde. Les autorités suisses ont par conséquent été contraintes d'intervenir. UBS a ainsi pu utiliser à son avantage sa forte position sur la place financière suisse pour acquérir Credit Suisse. Cela va créer un colosse bancaire qui aura une position dominante à la fois en Suisse et dans l'économie mondiale, tout en sachant qu'il pourra continuer à spéculer des sommes énormes dans l'immense casino de la finance de marché, étant donné la garantie désormais explicite dont UBS bénéficie de la part de la Confédération et de la Banque nationale suisse.

Pour éviter qu'une nouvelle crise financière éclate et oblige l'État à intervenir pour sauver une banque d'importance systémique, le Professeur Rossi propose

une réforme monétaire-structurelle qu'il convient de mettre en place au plan national. Durant son exposé, le Prof. Rossi a mis en lumière le fait que les banques n'ont *de facto* aucune contrainte à respecter lorsqu'elles décident d'octroyer des crédits à toute sorte d'agents économiques. L'absence de distinction entre monnaie et crédit dans la comptabilité à partie double des banques leur permet d'octroyer des crédits qui vont au-delà de l'épargne disponible, même lorsque ces opérations financières ne contribuent aucunement à la formation d'un revenu national car elles concernent des transactions spéculatives. L'émission monétaire associée à l'octroi d'un crédit bancaire implique que les banques doivent affiner leur propre comptabilité en distinguant explicitement les crédits octroyés pour des opérations qui aboutissent à une augmentation du revenu national – et qui dès lors ne doivent pas être financées par une épargne préalable – des prêts accordés pour des opérations qui sont à somme nulle dans l'ensemble du système économique et qui de ce fait doivent reposer sur des fonds prêtables. Cet enjeu montre clairement que les réformes de la réglementation financière, à l'instar des accords de Bâle et du volant anticyclique



de fonds propres pour les banques, ne peuvent pas éradiquer l'origine monétaire-structurelle des crises financières car elles s'attaquent aux comportements des institutions financières ignorant les dysfonctionnements du système bancaire en tant que tel.

Sergio Rossi



DIE KRISE DER CREDIT SUISSE ERFORDERT EINE STRUKTURELLE WÄHRUNGSREFORM

Am 27. April 2023 hielt Professor Sergio Rossi an der Universität Freiburg einen Vortrag, in dem er die Gründe und Folgen der Übernahme der Credit Suisse durch UBS erläuterte. Diese staatliche Rettungsaktion einer auf globaler Ebene systemrelevanten Bank war nach einer großen Abwanderung von Einlegern aus der Credit Suisse und dem Rückgang der Aktienkurse der Credit Suisse auf den weltweiten Finanzmärkten unaufschiebbar geworden.

Die Insolvenz der Credit Suisse hätte eine systemische Finanzkrise auf globaler Ebene ausgelöst und eine Reihe von Insolvenzen anderer Banken in der Schweiz und im Rest der Welt zur Folge gehabt. Die Schweizer Behörden waren daher gezwungen einzugreifen. So konnte die UBS ihre starke Stellung am Finanzplatz Schweiz zu ihrem Vorteil für die Übernahme der Credit Suisse nutzen. Dadurch wird ein Bankenriese entstehen, der sowohl in der Schweiz als auch in der Weltwirtschaft eine dominierende Stellung einnehmen wird, wohlwissend, dass er weiterhin enorme Summen im riesigen Finanzmarkt-Kasino spekulieren kann, da die UBS künftig von einer expliziten Garantie des Bundes und der Schweizerischen Nationalbank profitiert.

Um zu verhindern, dass eine neue Finanzkrise ausbricht und der Staat zum Eingreifen gezwungen wird, um systemrelevante Banken zu retten, schlägt Professor Rossi

eine strukturelle Währungsreform vor, die auf nationaler Ebene umgesetzt werden sollte. Während seines Vortrags wies Prof. Rossi darauf hin, dass Banken de facto keinerlei Beschränkungen zu respektieren hätten, wenn sie über die Gewährung von Krediten an unterschiedliche Wirtschaftssubjekte entscheiden.

Die fehlende Unterscheidung zwischen Geld und Kredit in der doppelten Buchführung der Banken ermöglicht es ihnen, Kredite zu gewähren, die über die verfügbaren Ersparnisse hinausgehen, auch wenn diese Finanzgeschäfte in keiner Weise zur Bildung von Volkseinkommen beitragen, da sie spekulative Transaktionen betreffen. Die Ausgabe von Geld im Zusammenhang mit der Gewährung von Bankkrediten setzt voraus, dass die Banken ihre eigene Buchhaltung verfeinern müssen, indem sie explizit zwischen Krediten für Transaktionen unterscheiden, die zur Steigerung des Volkseinkommens beitragen – und die daher nicht durch Vorsparen finanziert werden müssen – und Krediten für Transaktionen, die im gesamten Wirtschaftssystem Nullsummen darstellen und daher auf kreditfähigen Mitteln basieren müssen. Diese Herausforderung zeigt deutlich, dass Reformen der Finanzmarkt-



gulation wie die Basler Vereinbarungen und der antizyklische Kapitalpuffer für Banken den monetär-strukturellen Ursprung von Finanzkrisen nicht beseitigen können, weil sie zwar das Verhalten von Finanzinstituten bekämpfen, aber die Funktionsstörungen des Bankensystems als solche ignorieren.

Sergio Rossi



EXIGEONS DES PRIX ÉQUITABLES !

La libéralisation des marchés agricoles, survenue dans les années 1990, a entraîné un rapport de force totalement déséquilibré: les deux géants oranges contrôlent 80% du marché du commerce de détail, ce qui leur permet d'imposer leurs prix et de percevoir des marges énormes sur le dos des producteur·rices. Conséquence: la diminution inquiétante du nombre de fermes s'accroît d'année en année.

Le système actuel génère une concurrence déloyale et l'État participe à l'opacité du marché, en se cachant derrière le secret commercial au détriment de la transparence. L'absence de prix équitables n'est pas une fatalité mais une conséquence des choix politiques de ces dernières années. La question de la distribution de valeur dans les filières agricoles n'est pas une question d'ordre privé, mais relève d'un intérêt public: obtenir des prix équitables est donc un enjeu social et éthique.

Nous sommes face à un choix politique fort: tourner le dos au dogme du libre-marché, intervenir sur les marchés et revoir les règles commerciales. Nous demandons donc aux pouvoirs publics de mettre fin à cette focalisation excessive sur la responsabilité des consommateur·rices et les engagements volontaires des entreprises. Des prix équitables et des filières transparentes ne peuvent être obtenus que si la Confédération prend ses responsabilités en contrôlant les pratiques commerciales de la grande distribution.

Cette situation ne peut plus durer et nous réclamons un fort courage politique. Les prix équitables sont le premier pas vers une agriculture véritablement durable. Parce que nos vies et notre alimentation valent plus que leurs profits!

Alberto Silva

secrétaire politique à Uniterre
et maraîcher bio

WIR FORDERN FAIRE PREISE !

Die Liberalisierung der Agrarmärkte in den 1990er Jahren hat zu einem äusserst ungleichen Kräfteverhältnis geführt: Die beiden orangefarbenen Riesen kontrollieren 80% des Detailhandels, was ihnen ermöglicht ihre Preise aufzuzwingen und auf Kosten der Produzent·innen ungeheure Gewinnmargen zu erzielen. Die Folge: das beängstigende Verschwinden von Bauernhöfen erweitert sich von Jahr zu Jahr.

Das derzeitige System führt zu unlauterem Wettbewerb, wobei der Staat zur Undurchsichtigkeit des Markts beiträgt, indem er sich auf Kosten der Transparenz hinter dem Geschäftsgeheimnis versteckt. Das Fehlen fairer Preise ist nicht Schicksal, sondern eine Folge politischer Entscheidungen der letzten Jahre. Die Wertverteilung in der landwirtschaftlichen Lieferkette ist nicht Privatsache, sondern betrifft öffentliches Interesse: Faire Preise zu erzielen ist daher eine soziale und ethische Angelegenheit.

Wir stehen vor einem politischen Entschluss: Abkehr vom Dogma der Marktfreiheit, Markteingriffe und Neuordnung der Handelsregeln. Wir fordern daher die Behörden auf, sich nicht mehr auf die Selbstverantwortung der Konsument·innen und die freiwillige Verpflichtung der Unternehmen zu versteifen. Faire Preise und eine transparente Lieferkette sind nur erreichbar, wenn der Bund seine Verantwortung wahrnimmt und die Geschäftspraktiken der Grossverteiler kontrolliert.

Es kann nicht so weitergehen. Wir fordern entschiedenen politischen Mut. Faire Preise sind der erste Schritt in Richtung auf eine wirklich nachhaltige Landwirtschaft. Denn unser Leben und unsere Nahrung sind mehr wert als ihre Profite.

Alberto Silva

politischer Sekretär bei Uniterre
und Bio-Gemüsebauer



Livres soldés *

attac contre l'empire Nestlé,

attac, 2004: PDF sur notre site attac.ch

La version papier est épuisée pour la troisième fois.

La répartition des richesses en Suisse et dans le canton de Fribourg,

attac Fribourg, 2021, 28 p., français / allemand / Prix: 5.-

Contactez attacfribourg@gmail.com en envoyant votre adresse postale ou à télécharger sur notre site attac.ch

Encore un siècle américain ?

USA et monde au XXI^e siècle,

Nicholas Guyatt, 2002, 300 p. / Prix: 35.- 5.-

Finances publiques:

lutte des caisses, lutte des classes ?

(fiscalité), *attac*, 2008, 172, p. / Prix: 18.- 5.-

Aux marges de l'Europe, reportages,

Beat Leuthard, 2002, 222 p. / Prix: 24.- 5.-

La préhistoire du capital,

Alain Bühr, 2006, 460 p. / Prix: 45.- 5.-

La novlangue néolibérale,

Alain Bühr, 2007, 236 p. / Prix: 25.- 5.-

L'économie de la catastrophe,

attac, 2000, 28 p. / Prix: 5.- 1.-

La Poste, un service public menacé par la privatisation,

attac, 2000, 42 p. / Prix: 5.- 1.-

Pour des services publics de qualité,

Coalition, 2015, 48 p. / Prix: 5.- 1.-

Mondialisation financière et terrorisme,

René Passet & Jean Lieberman, 2002, 176 p. / Prix: 18.- 5.-

La mondialisation vécue à Saint-Nazaire en l'an 2003,

Jo Patron, 2004, 192 p. / Prix: 20.- 5.-

Et la santé, ça va ?

Sept pistes pour questionner la politique et la philosophie de la santé en Suisse,

attac Jura, 2004, 104 p. / Prix: 5.- 1.-

Quel développement ?

Quelle coopération internationale ?

Tamara Kumanayakam, 2007, 174 p. / Prix: 19.- 5.-

La vie n'est pas une marchandise.

Les dérives des droits de propriété intellectuelle,

Vandana Shiva, 2004, 158 p. / Prix: 15.- 5.-

Les batailles de l'eau.

Pour un bien commun de l'humanité,

Mohamed Larbi Bouguerra, 2003, 240 p. / Prix: 24.- 5.-

Le commerce de la faim,

John Madeley, 2002, 258 p. / Prix: 26.- 5.-

Graines suspectes. Aliments transgéniques,

Robert Ali Brac de la Perrière & Franck Seuret, 2002, 222 p.

Prix: 22.- 5.-

La violence des villes,

Yves Pedrazzini, 2005, 256 p. / Prix: 26.- 5.-

Voix rebelles du monde,

Collectif, 2007, 346 p. / Prix: 35.- 5.-

La privatisation de la violence,

Xavier Renou, 2005, 494 p. / Prix: 49.- 5.-

DVD

Nom d'un p'tit prédateur, une satire de l'empire Nestlé,

Arsenijevic & Rubat du Mérac, *attac*, 2004. / Prix: 25.- 5.-

Permis d'évader (fiscalité suisse), *attac*, 2007. / Prix: 25.- 5.-

Les esprits de Davos, *attac*, 2004. / Prix: 25.- 5.-

Port: 5.-
gratuit
dès 10.-

Commandes: compta.attac@bluewin.ch
attac, Pré des Cailles 10, 1323 Romainmôtier

* Livrables jusqu'à épuisement du stock

preisgünstige Bücher *

Nestlé, Anatomie eines Weltkonzerns,

attac, 2005, 128 S. / Preis: 15.- 5.-

Die Verteilung der Vermögen in der Schweiz und im Kanton Freiburg,

attac Freiburg, 2021, 28 S., deutsch / französisch / Preis: 5.-

Schreiben an attacfribourg@gmail.com mit Ihrer

Postadresse oder zum Herunterladen auf unserer Website attac.ch

Service public, Perspektiven jenseits der Privatisierung,

attac, 2005, 178 S. / Preis: 15.- 5.-

Kassenkampf, Argumente gegen die leere Staatskasse,

attac, 2006, 198 S. / Preis: 19.- 5.-

Macht und Dummheit = Selbstzertstörung,

René Delavy, 2005, 210 S. / Preis: 20.- 5.-

Prekäre Arbeitsgesellschaft, Widerspruch 49, 2005,

232 S. / Preis: 5.- 1.-

go.stop.act! Die Kunst des kreativen Strassenprotests,

Marc Amann, 2005, 230 S. / Preis: 20.- 5.-

DVD

Kassenkampf, Schweizersteuersystem, *attac*, 2007 / Preis: 25.- 5.-

Die Geister von Davos, *attac*, 2004. / Preis: 25.- 5.-

Porto: 5.-
gratis
ab 10.-

Bestellung: compta.attac@bluewin.ch
attac, Pré des Cailles 10, 1323 Romainmôtier

* Lieferbar, solange Vorrat

